

y avait eu une élection au printemps ou l'été de 1929, le Gouvernement de cette époque eût eu l'approbation générale. L'automne et l'hiver dernier, les conditions industrielles n'étaient pas aussi bonnes. Mais il ne faut pas blâmer le Gouvernement canadien de ce qui a commencé à s'ensuivre. Mon honorable ami de New Westminster (l'honorable M. Taylor) avouera qu'il ne peut tenir le ministère fédéral responsable du fait que le blé n'obtenait pas \$1.30, \$1.40 ou \$1.50 en septembre ou octobre dernier. C'est une situation universelle qui a fait descendre le prix au point dangereux d'un dollar. Le prix du blé n'est pas uniquement déterminé par les conditions de ce pays; il suit le cours de tous les marchés du globe. Je n'ai pas encore entendu accuser l'ancien ministère de ne pas avoir donné aux cultivateurs de l'Ouest tout l'aide possible pour leur permettre de vendre leur grain.

Mon honorable ami (l'honorable M. Taylor) se plaint de ce que le prix du blé est descendu à soixante cents. Je ne suis pas d'accord avec lui. Ce chiffre a été fixé comme base d'une avance aux cultivateurs, et je souhaite que le prix de vente dépasse un dollar.

A tout événement, qui est responsable de cette situation? Je n'oserais pas en rendre responsable le Gouvernement qui est au pouvoir depuis le 28 juillet. Le bas prix actuel est dû à la diminution de la demande dans tout l'univers. Il y a des nations en Europe, telles que l'Italie, la France, l'Allemagne, et quelques autres sur la Méditerranée, qui sembleraient être des acheteurs possibles de notre surplus de blé. Cependant, ces contrées essaient à se suffire. Il y a bien la Grande-Bretagne, mais elle a d'autres associations qui veulent conclure les meilleurs marchés possible avec elle. Il s'agit de savoir si nous serons en mesure d'obtenir et garder à demeure les clients anglais. Cela nous amène à un examen de la conférence impériale. Je ne puis exprimer aucune opinion au sujet de ce que le Gouvernement actuel se propose de faire en vue d'obtenir le marché britannique pour le blé canadien. Nous entendrons probablement une déclaration ministérielle à cet égard durant cette session. Je serais surpris de voir le dépôt d'un bill à cet effet, car je n'imagine aucune mesure législative du ressort du Parlement qui puisse résoudre le problème du blé. Nous ne pouvons avoir la haute main sur les marchés extérieurs. Comme je l'ai dit au début, si le Gouvernement réussit, en vertu de quelque arrangement avec la Grande-Bretagne, à obtenir une situation privilégiée pour notre grain dans ce pays, personne n'en sera plus heureux que moi. L'ex-ministère a été attaqué en termes modérés par mon honorable ami de New Westminster (l'honorable M. Taylor)

L'honorable M. DANDURAND.

qui l'a appelé une réplique du gouvernement Alexander Mackenzie, en comparant ce dernier à la cinquième roue du carrosse. Au cours des huit dernières années, plus d'un problème difficile a été étudié et résolu dans l'Est et dans l'Ouest. Les Provinces maritimes ne se sont pas plaintes de la manière dont elles ont été traitées par le gouvernement libéral. Tous les ans l'Est faisait entendre des récriminations, mais il n'en sera plus question, grâce aux libéraux. Et les provinces de l'Ouest sont enfin satisfaites du transfert de leurs ressources naturelles. Voilà un problème qui avait déconcerté plusieurs ministères antérieurs.

La situation du Canada durant les dernières années a suscité l'envie de tout l'univers. Publicistes, économistes, statisticiens, tous ont proclamé que le Canada est un pays heureux et prospère. Eh bien! je prétends que le ministère King, par ses efforts zélés et intelligents, a contribué à assurer à notre patrie cette position enviable.

L'automne dernier, nous nous sommes trouvés en présence d'une crise économique. Mon honorable collègue de New Westminster a reconnu qu'elle ne s'est pas limitée au Canada, mais qu'elle a été universelle. La *National City Bank Review* de New-York, dans son édition de juillet, qui a été commentée par les journaux importants de ce pays, a expliqué l'origine et l'expansion de cette crise. Elle a pris naissance aux Etats-Unis. Les habitants se sont aperçus d'après les rapports des établissements industriels, qu'ils augmentaient leur production et leurs ventes, que leurs profits étaient considérables, et leurs réserves abondantes, de sorte que les actions se sont mises à monter. Une action portant un dividende de six pour cent, s'est vendue à 200, ce qui baissait le revenu à trois pour 100. Mais cela ne suffisait pas, et rien n'empêchait le prix des actions de s'élever davantage. Le pays ne devait-il pas se développer d'année en année, avec une population de plus en plus nombreuse? Par conséquent, les actions montèrent jusqu'à 225 et 250. Mais, soudain, ceux qui surveillaient les rapports mensuels de ces compagnies industrielles commencèrent à découvrir que la production se ralentissait. Plusieurs d'entre eux prévirent que les cotes avaient atteint le point culminant, et que le moment était venu de vendre. Les actions baissèrent rapidement jusqu'aux cotations que nous savons.

Cette avalanche a eu sa réaction chez nous, et nous avons eu notre passe difficile. Nos concitoyens, voyant la hausse des actions, se trouvaient riches du soir au lendemain, sur papier, et dépensaient largement en augmentant leurs budgets domestiques. Cela eut pour effet d'accroître notre propre production, mais,